



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

établissements hors contrat

Question écrite n° 103349

Texte de la question

M. Patrick Hetzel interroge Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur un dysfonctionnement dans le cadre de l'inspection des établissements hors contrat. Lors d'une conférence de presse en juin 2016, le ministère de l'éducation nationale présentait ses projets de réforme du régime d'ouverture et de contrôle des établissements scolaires hors contrat. Il était alors annoncé la réalisation d'un *vade-mecum* en vue de l'inspection des établissements hors contrat. En octobre 2016 était organisée une consultation des acteurs de l'enseignement hors contrat avec pour objectif « la présentation pour avis du *vade-mecum* d'inspection des établissements privés hors contrat ». Mais cette consultation a eu lieu sans que le *vade-mecum* ne soit communiqué, ni avant ni après, hormis la projection de quelques pages extraites dudit projet de *vade-mecum*. Ce document est aujourd'hui finalisé et même utilisé puisque depuis la rentrée, certaines inspections d'établissements scolaires hors contrat se réfèrent à ce *vade-mecum*. Les écoles inspectées ne sont toujours pas en possession de ce document organisant les modalités de l'inspection qu'elles subissent. C'est pourquoi il voudrait savoir les raisons pour lesquelles ce document n'a pas été rendu public alors qu'il contient, selon les termes mêmes de la ministre, « l'ensemble des dispositions réglementaires et pédagogiques des contrôles » et qu'il permettrait une meilleure connaissance et donc une meilleure application du cadre légal relatif au secteur hors-contrat.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 103349

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 mars 2017](#), page 2144

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)